

AVENANT N°01 A L'ACCORD D'ENTREPRISE DE LA REGIE EAU ET ASSAINISSEMENT DES TERRES TOULOISES

ENTRE

La **communauté de communes Terres Toulaises**, établissement public de coopération intercommunale, disposant d'une régie eau et assainissement dotée de la seule autonomie financière administrée, sous l'autorité du Président de la Communauté de Communes Terres Toulaises et du Conseil Communautaire, par un Directeur ainsi qu'un Conseil d'Exploitation et son Président, dont le siège social est situé rue du Mémorial du Génie – CS 40325 Ecrouves – 54201 TOUL CEDEX, légalement représentée par Fabrice CHARTREUX, en sa qualité de Président,

Ci-après désignée « Régie »,

D'UNE PART,

ET

Les organisations syndicales représentatives dans l'établissement, à savoir le comité social territorial de la Communauté de Communes Terres Toulaises, représenté par Maxime BOURHOVEN, en sa qualité de représentant du personnel titulaire disposant d'un mandat du comité social territorial pour signer l'accord,

D'AUTRE PART,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PRÉAMBULE

Pour ses agents relevant d'un statut de droit privé, la Régie applique la convention collective nationale des entreprises des services d'eau et d'assainissement du 12 avril 2000.

Un accord d'entreprise, ayant pour objet d'organiser les modalités d'application des périodes d'astreintes en fixant un droit au repos quotidien réduit comme le prévoit l'article L3131-2 du code du pour assurer la continuité du service et les réparations d'urgence, a été signé le 20 décembre 2023.

Les parties souhaitent adapter les modalités d'organisation des astreintes afin de s'adapter aux contraintes du service en accompagnant la montée en compétence des agent(e)s.

Mis en ligne le 01/07/2025 à 10h19

REÇU EN PREFECTURE

le 30/06/2025

Application agréée E-legalite.com

99_DE-054-200070563-20250626-2025_03_21-

Les termes qui suivent ont été négociés en réunion du comité social territorial le 17 juin 2025.

Le Président de la communauté de communes Terres Toulaises a été autorisé à signer l'avenant à l'accord collectif d'entreprise et à prendre toute disposition pour sa publicité et mise en œuvre par délibération des élu(e)s du conseil communautaire en date du 26 juin 2025.

Il a été convenu de ce qui suit :

Article 1. L'accord d'entreprise de la régie eau et assainissement des Terres Toulaises signé le 20 décembre 2023 est modifié comme suit :

- Le premier paragraphe de l'article 1 de l'accord collectif est modifié comme suit :

« Article 1. Objet et portée de l'accord d'entreprise **et de ses avenants**

Le présent accord d'entreprise a pour objet d'organiser les modalités **d'organisation des** astreintes, **prévoyant** un droit au repos quotidien réduit comme le prévoit l'article L3131-2 du code du pour assurer la continuité du service et les réparations d'urgence. »

- Le premier paragraphe de l'article 2 de l'accord collectif est modifié comme suit :

« Le présent accord **prend effet à sa date de signature.** »

- Le tableau figurant à l'alinéa 3-2.1 est supprimé et remplacé par le tableau suivant :

<u>Astreinte de décision :</u> Semaine complète Soir et nuit en semaine (lundi au jeudi) Week-end (vendredi 17h – lundi 8h) Majoration journée - jour férié semaine	120 € brut forfaitaire (interventions en sus) 12 € brut forfaitaire (interventions en sus) 60 € brut forfaitaire (interventions en sus) + 24 € Brut
<u>Astreinte d'exploitation :</u> Semaine complète Soir et nuit en semaine (du lundi au jeudi) Week-end (vendredi 17h – lundi 8h) Majoration journée - jour férié en semaine	200 €/brut (interventions en sus) 20 €/brut (interventions en sus) 100 €/brut (interventions en sus) + 40 € Brut
<u>Renfort astreinte technique/exploitation :</u> Mobilisation (= 1 sujet) Majoration dimanche et jour férié	40 € brut /mobilisation (interventions en sus) + 30 € brut

Mis en ligne le 01/07/2025 à 10h19

REÇU EN PREFECTURE

le 30/06/2025

Application agréée E-legalite.com

99_DE-054-200070563-20250626-2025_03_21-

- L'article 3 de l'accord collectif est complété par l'alinéa 3-3 ainsi rédigé :

« 3-3.3 : Le dispositif d'astreinte de la régie eau et assainissement est structuré comme suit :

ASTREINTE DE DECISION :

- Mobilisation du directeur de la régie et des deux responsables de service avec rotation chaque semaine (en fonction des congés/absences/formation)
- Disponibilité téléphonique sans intervention de terrain en cas de besoin des agent(e)s d'astreinte d'exploitation : sollicitation en conseil et appui aux agent(e)s sollicité(e)s, arbitrage en cas d'avarie technique grave ou en situation de crise (problème sanitaire, dégât à l'environnement...), mobilisation de renfort d'astreinte

ASTREINTE D'EXPLOITATION :

Deux agent(e)s d'astreinte :

- Mobilisations des technicien(ne)s et agent(e)s d'exploitation avec rotations toutes les trois à sept semaines (en fonction des congés/absences/formation)
- Accueil téléphonique et relations avec les usagers, gestion des alarmes techniques liées aux installations de télésurveillance et de supervision gérée en régie avec intervention à distance (supervision – postes de télésurveillance), intervention coordonnée sur les sites d'exploitation et/ou chez l'abonné/usager, accompagnement d'une intervention du(des) titulaire du marché de prestation si besoin justifié

Renfort d'astreinte d'exploitation exceptionnel :

- Uniquement en situation de crise hors continuité immédiate de la journée de travail ou en remplacement d'un(e) des deux agent(e)s d'astreinte d'exploitation

L'agent(e) sollicité(e) en « renfort d'astreinte » est contacté(e) par téléphone par un(e) agent(e) d'astreinte pour venir aider ses collègues sur une période courte (soirée, nuit, samedi, dimanche, jour férié). **Il/elle doit être volontaire pour venir intervenir. En l'absence d'agent disponible, le recours au titulaire du marché de prestation sera engagé. »**

Les autres points figurant dans l'accord collectif précédemment validés ne sont pas modifiés.

Article 2. Dénonciation de l'avenant

Le présent avenant à l'accord peut être dénoncé, moyennant le respect d'un préavis de trois mois, dans les conditions prévues aux articles L2261-9 à L2261-12 du Code du travail.

Cette dénonciation devra être notifiée à l'ensemble des autres signataires par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce cas, Régie et organisations syndicales représentatives se réuniront pendant la durée du préavis pour discuter des possibilités d'un nouvel accord.

A compter de l'expiration du préavis de dénonciation, le présent avenant continue de produire effet jusqu'à l'entrée en vigueur de la convention ou de l'accord qui lui est substitué ou, à défaut, pendant une durée de 12 mois.

Article 3. Dépôt et publicité

En application de l'article L2231-5 du Code du travail, le présent accord sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives.

En application de l'article R2262-2 et 3 du Code du travail, le présent accord sera transmis aux représentants du personnel et affiché sur chaque site de la Régie.

Le présent accord sera porté à la connaissance des salariés concernés par voie d'affichage et mis à disposition auprès du service des ressources humaines.

A l'expiration du délai d'opposition, le présent accord sera déposé sur la plateforme en ligne nationale TélAccords (dans une version ne comportant pas les noms et prénoms des négociateurs et des signataires).

En outre, un exemplaire sera également remis au greffe du conseil de prud'hommes de Nancy.

Le présent accord est établi en nombre suffisant pour remise à chacune des parties.

Fait à Ecouves, le 30/06/2025,

En deux exemplaires originaux,

Pour la Communauté de Communes Terres Toulaises,

Fabrice CHARTREUX, en sa qualité de Président

Pour les organisations syndicales représentatives dans l'établissement,

Maxime BOURHOVEN, en sa qualité de représentant du personnel titulaire disposant d'un mandat du comité social territorial

Mis en ligne le 01/07/2025 à 10h19

REÇU EN PREFECTURE

le 30/06/2025

Application agréée E-legalite.com

99_DE-054-200070563-20250626-2025_03_21-